

GUSTAVE BREGER SERVICES – G.B.S.

Société à Responsabilité Limitée au capital de 4.917.600 €uros

Siège social : 46 quai Béatrix de Gâvre

53000 LAVAL

321 326 712 RCS LAVAL

STATUTS MIS A JOUR

Suite à l'acte de donation partage du 26.12.2025

[A.G.E du 19 janvier 2026]

SOMMAIRE

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE – DUREE

Article 1er - FORME
Article 2 -OBJET
Article 3 -DENOMINATION
Article 4 -SIEGE SOCIAL
Article 5 -DUREE

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 6 -APPORTS
Article 7 – CAPITAL SOCIAL
Article 8 - EXERCICE SOCIAL
Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

TITRE III - PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES
Article 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS
Article 12 - ADHESION AUX STATUTS
Article 13 - DROITS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES
Article 14 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES
Article 15 - CESSION DES PARTS
Article 16 - TRANSMISSION DES PARTS
Article 17 - ASSOCIE UNIQUE
Article 18 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

TITRE IV - GERANCE - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 19 - NOMINATION DE LA GERANCE
Article 20 - POUVOIRS DE LA GERANCE
Article 21 - RESPONSABILITE DES GERANTS
Article 22 - REMUNERATION DU GERANT
Article 23 - CESSATION DES FONCTIONS DE GERANT
Article 24 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

TITRE V - COMPTES SOCIAUX - REPARTITION DES BENEFICES

Article 25 - APPROBATION DES COMPTES
Article 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

TITRE VI - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DES GERANTS OU ASSOCIES

Article 27 - CONVENTIONS REGLEMENTEES
Article 28 - CONVENTIONS INTERDITES

TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES

Article 29 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 30 - DECISIONS COLLECTIVES "ORDINAIRES"

Article 31 - DECISIONS COLLECTIVES "EXTRAORDINAIRES"

TITRE VIII - DISSOLUTION - LIQUIDATION - TRANSFORMATION

Article 32 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Article 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

TITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

Article 34 – TRANSFORMATION

Article 35 - CONTESTATIONS

TITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1er - FORME

La société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte sous seing privé en date à SAINT BERTHEVIN le 5 mars 1981, enregistré à LAVAL le 9 mars 1981 (Bord 154, case 3).

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1984, il a été décidé la transformation en Société Anonyme à Conseil d'Administration.

Elle a été transformée en société à responsabilité limitée suivant décision de l'assemblée générale mixte du 29 février 2008, avec effet au 29 février 2008.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement et sera désormais régie par les lois en vigueur, notamment par les dispositions du Code de Commerce, par les textes ultérieurs et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et en tous pays :

- L'acquisition, la détention du capital de toute société, ainsi que la gestion de la détention de ce capital ;
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, notamment par voie d'apports, de souscriptions, d'achats d'actions, d'obligations de droits sociaux ;
- La participation à la vie de toute entreprise par tous moyens et dans tous domaines : direction, organisation, production, commercialisation, gestion, contrôle ... sans rien excepter ;
- L'étude, l'assistance, le développement, la formation, le conseil, la prestation de services auprès de toutes entreprises ;
- L'activité de location de véhicules automobiles de transport de marchandises, et plus généralement de tous véhicules avec ou sans chauffeur ;
- L'achat, la vente, l'édification, la prise à bail, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles, entrepôts, fonds de commerce et d'industries similaires ou connexes, toutes participations dans semblables entreprises ;
- La création, l'acquisition et l'exploitation sous toutes ses formes directes et indirectes, de tous brevets se rapportant à son objet ;
- La prise d'intérêts par voie d'apport, fusion, participation, souscription d'actions, de parts ou d'obligations, ou de toute autre manière dans toutes entreprises, commerces ou travaux pouvant apporter une clientèle à son activité sociale ou favoriser les affaires dans lesquelles elle-même ou des filiales auraient des intérêts ;

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou simplement susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires de la société en France et à l'étranger ;
- Et, plus généralement, toutes opérations pouvant directement ou indirectement se rattacher à l'objet social ci-dessus énoncé et le rendre plus rémunérateur, que ces opérations soient financières, mobilières ou immobilières sans rien excepter.

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est :

- GUSTAVE BREGER SERVICES - G.B.S.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 4- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

- **LAVAL (53000)**
46 quai Béatrix de Gâvre

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département par simple décision de la gérance, sous réserve de la ratification par l'assemblée des associés et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5- DUREE

La durée de la société reste fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES (99) années, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 6 - APPORTS

1. Il a été apporté à la présente société, au moment de sa constitution, des apports en numéraire pour une somme de 50.000,00 F
2. Lors de l'augmentation de capital du 11 Avril 1984, il a été incorporé au capital une somme de 199.500,00 F
prélevée sur le compte AUTRES RESERVES
3. Lors de l'augmentation de capital du 11 Avril 1984, il a été incorporé au capital une somme de 500,00 F
en numéraire
4. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Mars 1995, le capital a été porté à TROIS MILLIONS DE FRANCS (3.000.000 de Frs), par incorporation de réserves, à hauteur de DEUX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, ci 2.750.000,00 F
- Soit au total en Francs **3.000.000,00 F**
5. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 7 Mars 2001, il a été décidé :
- de convertir le capital social en euros, celui-ci étant fixé à 457.347,05 €
 - et d'incorporer au capital une somme de 42.652,95 €
prélevée sur le compte AUTRES RESERVES
- Soit au total en Euros500.000,00 €**
6. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Août 2003, il a été décidé d'incorporer au capital une somme de 40.000,00 €
prélevée sur le compte RESERVE SPECIALE DE PLUS-VALUE A LONG TERME
7. Suivant contrat d'apport en date du 30 Juillet 2003, Messieurs BREGER Jean-Philippe et Patrice et Madame BREGER-EGERMANN Valérie ont fait apport de 195 parts sociales leur appartenant dans le capital de la Société BREGERIMMOBILIER, Société Civile Immobilière au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est fixé à SAINT BERTHIEVIN(53940) - 40 rue de la Brèche, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 351 759 592 RCS LAVAL, évaluées à 654.006,60 Euros, et moyennant l'attribution de 928 actions nouvelles chacun, créées par la Société GUSTAVE BREGER SERVICES - G.B.S., d'une valeur de 18 Euros chacune, avec une prime d'apport,
- soit pour un montant de 50.112,00 €

8. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Août 2003, il a été décidé de convertir 4.500 actions ordinaires en actions de priorité, bénéficiant des avantages particuliers visés aux présents statuts, sous l'appellation actions "P".

9. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 août 2022, il a été décidé d'incorporer au capital une somme
de..... 4.327.488 €
prélevée sur le compte AUTRES RESERVES

SOIT AU TOTAL 4.917.600 €

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUATRE MILLIONS NEUF CENT DIX SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (4.917.600 €)** et divisé en TRENTE DEUX MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT QUATRE (32.784) PARTS SOCIALES de CENT CINQUANTE EUROS (150 €) chacune, entièrement libérées et attribuées aux associés à raison d'une part pour une action, à savoir :

- 28.284 parts de catégorie "O" ;
- 4.500 parts de catégorie "P".

Ces parts sociales appartiennent à :

Monsieur BREGER Gustave,

à concurrence de DIX MILLE ONZE PARTS, de catégorie "O" en pleine propriété,

ci.....10.011 Parts "O" (PP)
numérotées de 1 à 10.011,

à concurrence de SEIZE MILLE NEUF CENT TRENTE NEUF PARTS, de catégorie "O" en usufruit,

ci.....16.939 Parts "O" (USU)
numérotées de 10.012 à 26.950,

Monsieur BREGER Jean-Philippe,

à concurrence de MILLE CINQ CENTS PARTS, de catégorie "P" en pleine propriété,

ci.....1.500 Parts "P" (PP)
numérotées de 26.951 à 28.450,

à concurrence de QUATRE CENT QUARANTE ET UNE PARTS, de catégorie "O" en pleine propriété,

ci.....441 Parts "O" (PP)
numérotées de 28.451 à 28.890, et 32.784,

à concurrence de QUATRE MILLE QUARANTE ET UNE PARTS
de catégorie "O" en nue-propiété,
ci.....4.041 Parts "O" (NP)
numérotées de 16.409 à 19.158, de 12.659 à 13.283, de 11.772 à 11.894
et de 14.534 à 15.076

Monsieur BREGER Patrice,
à concurrence de MILLE CINQ CENTS PARTS, *de catégorie "P" en pleine
propriété,*
ci.....1.500 Parts "P" (PP)
numérotées de 28.891 à 30.390,

à concurrence de QUATRE CENT QUARANTE ET UNE PARTS, *de
catégorie "O" en pleine propriété,*
ci.....441 Parts "O" (PP)
numérotées de 30.391 à 30.830, et 32.782,

à concurrence de QUATRE MILLE QUARANTE ET UNE PARTS
de catégorie "O" en nue-propiété,
ci.....4.041 Parts "O" (NP)
numérotées de 19.159 à 21.908, de 13.284 à 13.908 et de 15.077 à 15.742

Madame BREGER-EGERMANN Valérie,
à concurrence de MILLE CINQ CENTS PARTS, *de catégorie "P" en pleine
propriété,*
ci.....1.500 Parts "P" (PP)
numérotées de 30.831 à 32.330,

à concurrence de QUATRE CENT QUARANTE ET UNE PARTS, *de
catégorie "O" en pleine propriété,*
ci.....441 Parts "O" (PP)
numérotées de 32.331 à 32.770, et 32.783,

à concurrence de QUATRE MILLE QUARANTE ET UNE PARTS
de catégorie "O" en nue-propiété,
ci.....4.041 Parts "O" (NP)
numérotées de 21.909 à 24.658, 13.909 à 14.533 et de 15.743 à 16.408

Madame BREGER Simone,
à concurrence de ONZE PARTS, *de
catégorie "O" en pleine propriété,*
ci 11 Parts "O" (PP)
numérotées de 32.771 à 32.781,

Mademoiselle BREGER Marie,
à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, *de
catégorie "O" en nue-propiété,*
ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 10.0012 à 10.231 et de 24.659 à 25.040,

Monsieur BREGER Antoine,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 10.232 à 10.451 et de 25.041 à 25.422,

Monsieur BREGER Thomas,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 10.452 à 10.671 et de 25.423 à 25.804,

Monsieur BREGER Pierre,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 10.672 à 10.891 et de 25.805 à 26.186,

Monsieur EGERMANN Charles,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 10.892 à 11.111 et de 26.187 à 26.568,

Monsieur EGERMANN Clément,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 11.112 à 11.331 et de 26.569 à 26.950,

Monsieur BREGER Paul,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 11.332 à 11.551 et de 12.277 à 12.658,

Mademoiselle BREGER Louise,

à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX PARTS, de
catégorie "O" en nue-propriété,

ci 602 Parts "O" (NP)
numérotées de 11.552 à 11.771 et de 11.895 à 12.276,

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social,

de catégorie "O" ci 28 284 Parts "O"

de catégorie "P" ci 4 500 Parts "P"

SOIT UN TOTAL DE **32 784 Parts**

Article 8 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} Septembre et se termine le **31 Août**.

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

I - Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés selon les modalités qu'elle détermine et en se conformant aux prescriptions des articles L. 223-32 et L. 223-33 du Code du Commerce.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de fonds ou de biens communs à deux époux, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Cette qualité est également reconnue, pour la moitié des parts sociales souscrites, au conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé.

Si cette notification a lieu lors de la souscription, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription, l'agrément du conjoint par les autres associés sera soumis aux dispositions de l'article 15 II des présents statuts.

Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Le capital social peut également être augmenté, en vertu d'une semblable décision, par l'incorporation de tout ou partie des bénéfices et réserves disponibles, en parts nouvelles ou par affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

II - Le capital social peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des associés pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel de parts et au moyen de la réduction de la valeur nominale des parts, sans toutefois que le capital social ou la valeur nominale des parts puissent être réduits au-dessous des minima fixés par la Loi.

En aucun cas la réduction du capital social qu'elle qu'en soit la cause ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital social fait apparaître des rompus, les associés devront faire le cas échéant, leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux, d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III**PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS****Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement signifiées et publiées. Une copie ou un extrait de ces actes certifié par le gérant peut être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

Article 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis, héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire dûment signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de cette dernière.

Article 12 - ADHESION AUX STATUTS

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux présents statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts sociales les suivent dans quelque main qu'elles passent.

Article 13 - DROITS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

I - Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices distribuables, et dans le boni de liquidation.

Elle confère également à son titulaire le droit de communication permanente ou temporaire prévu notamment aux articles R. 223-15 et R. 223-18 du Code de Commerce, et de participer aux décisions collectives.

II - Les représentants, conjoint, héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Article 14 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature.

Par ailleurs, il est rappelé qu'aux termes de l'article L. 223-24 du Code du Commerce et des articles L.624-3 à L.624-5 du Code du Commerce relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, le Tribunal peut décider que les dettes sociales seront supportées, en tout ou en partie, avec ou sans solidarité, par tous les dirigeants, de droit ou de fait, rémunérés ou non, ou par certains d'entre eux. Le Tribunal peut en outre ouvrir une procédure de redressement judiciaire à l'égard des dirigeants à la charge desquels a été mis tout ou partie du passif d'une personne morale et qui ne s'acquittent pas de cette dette, ainsi qu'à l'égard de tout dirigeant contre lequel peut être relevé un des faits énoncés par la loi précitée, et dont le rédacteur a donné lecture aux soussignés qui lui en décerne acte.

Article 15 - CESSION DES PARTS

I Toute cession de part sociale doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil, ou encore par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

II - Les parts ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants, ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

III - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au paragraphe II du présent article, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les dispositions de l'article 2347, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

Article 16 - TRANSMISSION DES PARTS

I Lorsqu'elle entraîne acquisition de la qualité d'associé, la transmission des parts sociales, par voie de succession, de dissolution ou de liquidation de communauté, est soumise à l'agrément des associés, dans les conditions ci-dessus stipulées pour les cessions de parts entre vifs.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits d'actes notariés établissant cette qualité. Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 11 des statuts.

Les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, les conjoints déjà associés, en cas de dissolution ou de liquidation de communauté, ne sont pas soumis à l'agrément des associés en ce qui concerne la transmission des parts sociales dépendant de la communauté.

Ce n'est qu'après avoir notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises, que les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant, seront considérés individuellement comme associés.

Il - En cas de dissolution de communauté entre époux par suite de changement de régime matrimonial, séparation de corps ou de biens, ou divorce, le partage est notifié par l'époux le plus diligent, par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, à la société, et à chacun des associés ; l'agrément est alors donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 17 - ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts de la société, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions légales et statutaires.

Toutefois, il est rappelé qu'une personne physique ne peut être associée unique que d'une seule société à responsabilité limitée. Une société à responsabilité limitée ne peut avoir pour associé unique une autre société à responsabilité limitée composée d'une seule personne.

En cas de violation des dispositions de l'alinéa précédent, tout intéressé peut demander la dissolution des sociétés irrégulièrement constituées. Lorsque l'irrégularité résulte de la réunion en une seule main de toutes les parts d'une société ayant plus d'un associé, la demande de dissolution ne peut être faite moins d'un an après la réunion des parts. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation et ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 18 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

TITRE IV

GERANCE - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 19 - NOMINATION DE LA GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisis en dehors des associés. Les gérants sont désignés dans les statuts ou nommés par une décision postérieure des associés à la majorité requise pour les assemblées ordinaires.

Article 20 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, les soussignés ont expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, tous emprunts autres que les crédits bancaires, toute constitution d'hypothèque ou de nantissement, la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société ne peuvent être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et, s'ils emportent directement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant peut sous sa responsabilité personnelle, constituer des mandataires, associés ou non et leur conférer toute délégation de pouvoirs, spéciale et temporaire.

Article 21 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

L'action en responsabilité contre les gérants peut être exercée par toute personne qui a été personnellement lésée. En outre, s'ils représentent au moins le dixième du capital social, des associés peuvent dans un intérêt commun, charger à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux, de les représenter pour soutenir, tant en demande qu'en défense, l'action sociale contre les gérants.

Article 22 - REMUNERATION DU GERANT

Chacun des gérants a droit, en rémunération de son activité, et indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements, à un traitement annuel, fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Le taux et les modalités de cette rémunération sont fixés par délibération collective "ordinaire" des associés et maintenus jusqu'à décision contraire.

Article 23 - CESSATION DES FONCTIONS DE GERANT

Les fonctions d'un gérant expirent au terme prévu par la décision qui le nomme. Tout gérant peut résilier ses fonctions à tout moment, à charge de prévenir les associés individuellement par lettre recommandée avec avis de réception, trois mois au moins à l'avance. Toutefois la collectivité des associés, statuant à la majorité ordinaire aura la faculté d'abréger, et même d'annuler, le délai de préavis.

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, et par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Article 24 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

La désignation d'un Commissaire aux comptes résulte de la volonté des associés, et des dispositions de l'article L. 223-35 du Code de Commerce qui prévoit que sont tenues de désigner au moins un Commissaire aux comptes, les S.A.R.L. qui dépassent, à la clôture d'un exercice, des chiffres fixés par décret en Conseil d'Etat, pour deux des critères suivants :

- Le total de leur bilan,
- Le montant hors taxes de leur chiffre d'affaires,
- ou le nombre moyen de leurs salariés au cours d'un exercice.

TITRE V**COMPTES SOCIAUX - REPARTITION DES BENEFICES****Article 25 - APPROBATION DES COMPTES**

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice, le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan, et l'annexe établis par la gérance sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée.

Les documents susvisés, ainsi que le texte des résolutions proposées à l'assemblée générale, et le cas échéant, le rapport des Commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

Article 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le résultat net.

Sur le bénéfice net, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, il est d'abord prélevé, par priorité, la somme nécessaire pour verser aux parts de catégorie "**P**", au titre de chaque exercice social, un dividende préciputaire cumulatif de 12 Euros par part.

Si le bénéfice distribuable d'un exercice est insuffisant pour le service de la totalité du dividende prioritaire dû au titre de cet exercice, le solde non versé sera prélevé, par priorité, sur le bénéfice distribuable des exercices suivants.

Sur l'excédent disponible, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est, sur proposition de la gérance, d'abord réparti à concurrence du montant du dividende prioritaire versé, entre tous les associés titulaires de parts "O", proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent.

Sur proposition de la gérance, l'assemblée générale peut décider que tout ou partie du solde restant après le versement aux titulaires de parts "O", sera réparti, à titre de superdividende, entre tous les associés sans distinction de catégories, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont votées par l'assemblée générale ou, à défaut, fixées par la gérance.

L'usufruitier a droit aux bénéfices distribués. Il n'a pas vocation à se voir attribuer les réserves sociales.

Le nu-propriétaire a seul droit aux distributions de réserves et au boni de liquidation.

TITRE VI

CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DES GERANTS OU ASSOCIES

Article 27 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Le gérant, ou s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée statuant sur les comptes, ou communique aux associés en cas de consultation écrite, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un des gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'un des associés intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 28 - CONVENTIONS INTERDÎTES

Il est interdit aux gérants et aux associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE VII DECISIONS COLLECTIVES
--

Article 29 - DISPOSITIONS GENERALES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce et les textes subséquents.

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu, soit par un gérant, soit à défaut, par le commissaire aux comptes, soit encore par un mandataire désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés. La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux visés à l'article 25, sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pour toute autre assemblée, le texte des résolutions proposées, un rapport du gérant sur l'ordre du jour, ainsi que le cas échéant celui du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint.

Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, coté et paraphé, conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions proposées accompagné d'un rapport sur les questions à l'ordre du jour et des documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé par les mots "oui" ou "non" sous le texte de chacune des résolutions proposées. La réponse est adressée à la société, également par lettre recommandée avec accusé de réception. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. La gérance établira un procès-verbal de la consultation auquel sera annexé la réponse reçue de chaque associé.

Article 30 - DECISIONS COLLECTIVES "ORDINAIRES"

L'assemblée générale ordinaire a pour objet de statuer sur les comptes sociaux, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés : elle nomme le gérant non statutaire et révoque tout gérant, même statutaire, désigne le ou les commissaires aux comptes, et autorise les gérants à effectuer les opérations subordonnées à l'accord préalable des associés par l'article 20 alinéa 3 ; plus généralement l'assemblée générale ordinaire statue sur toutes les questions qui n'entraînent pas directement ou indirectement modification des statuts.

Les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de parts représentées. Toutefois, par exception à ce qui précède, la nomination d'un gérant non statutaire, ou la révocation d'un gérant statutaire ou non, est toujours prise à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 31 - DECISIONS COLLECTIVES "EXTRAORDINAIRES"

Sont dites extraordinaires les décisions collectives qui ont pour objet de modifier les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi en faveur de l'assemblée générale ordinaire, d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, ou de statuer sur la dissolution anticipée de la société, et de l'autorisation donnée à la gérance par l'article 4 pour le transfert du siège social.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant les deux tiers des parts sociales. Quand l'assemblée statue sur l'agrément d'un nouvel associé, le vote doit également réunir la majorité en nombre des associés.

Par exception aux paragraphes ci-dessus, les associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, ou obliger l'un des associés à augmenter son engagement social, ou encore transformer la société en société en nom collectif, en société en commandité simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - TRANSFORMATION

Article 32 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être reconstituées à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, de publication de la résolution adoptée par la collectivité des associés dans un journal d'annonces légales, de l'accomplissement de la formalité de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, et d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, tout intéressé peut demander au Tribunal de Commerce la dissolution de la Société. Dans tous les cas, le Tribunal pourra accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; si la régularisation a eu lieu avant qu'il statue sur le fond, la dissolution ne sera pas prononcée.

Article 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'arrivée du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction ou par un liquidateur nommé par les associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives "ordinaires", le tout sous réserve des articles L. 237-1 et L. 237-13 du Code de Commerce, ainsi que des articles R. 237-1, R. 247-4 et R. 237-9 du Code de Commerce.

Le produit net de la liquidation sert successivement à éteindre le passif et toutes les charges sociales, et à rembourser aux associés le montant nominal non amorti de leurs parts sociales. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Article 34 - TRANSFORMATION

Les associés pourront décider la transformation de la présente société en société commerciale de toute autre forme dans les conditions prévues à l'article L. 223-43 du Code de Commerce, sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

Article 35 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux du ressort du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du Tribunal compétent du lieu du siège social, et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

Fait à SAINT BERTHEVIN
Le 19 janvier 2026

**POUR COPIE
CERTIFIÉE CONFORME**